

October 20, 2021



The Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada

Call for Transparency and Government Oversight of All Genetically Engineered Foods and Seeds: No Regulatory Exemptions



Dear Prime Minister,

We demand government oversight of all genetically engineered foods and seeds including those produced through gene editing. All genetically engineered foods and seeds should be subject to government safety assessments and mandatory reporting to government.

We call on the Ministers of Health and Agriculture and Agri-Food to commit to transparency and independent science in the regulation of all genetically engineered organisms for use in food and farming.

We oppose the sale of unregulated, unreported genetically engineered foods and seeds. We oppose the proposals from Health Canada and the Canadian Food Inspection Agency (CFIA) that would allow many gene-edited genetically engineered foods and seeds onto the market with no government oversight.



Proposed new regulatory guidance from Health Canada and the CFIA would shift some safety assessments away from government regulators to product developers themselves, with no government checks. Companies would be permitted to introduce many new genetically modified organisms (GMOs) without any independent science, and with no independent government science reviews. Companies would be allowed to release these GMOs into the environment and sell them without notifying the government and without publicly disclosing which seeds are genetically engineered.

Gene editing can make significant changes to a plant's genome without introducing DNA from another species – by deleting genetic material, for example. Gene editing can be imprecise, and even making small changes in a DNA sequence can have big effects. Possible unintended effects need to be looked for and assessed for safety. Proposals to exempt gene-edited GMOs from regulation if they have no foreign DNA are simplistic and overlook important safety issues that can result from the process of gene editing.

The regulatory guidance proposals would result in an almost total lack of transparency over the use of genetic engineering in food and farming in Canada – the government itself would not know which genetically engineered foods and seeds may be on the market.

Canadians rely on Health Canada and the CFIA to be independent regulators of genetically engineered products, to ensure food and environmental safety. Relying on unseen corporate safety assessments and corporate science, without any government checks, would undermine public trust in both the food system and government regulation. This proposed corporate self-regulation of genetically engineered foods and seeds jeopardizes food safety, our environment, and the livelihoods of many Canadian farmers.

Sincerely,

Canadian Biotechnology Action Network (CBAN)

Canadian Health Food Association

Canadian Organic Trade Association

Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ)

National Farmers Union

Organic Agriculture Protection Fund of SaskOrganics

Vigilance OGM



Le 20 octobre, 2021

L'Honorable Justin Trudeau
Le premier ministre du Canada.

Appel à la transparence et à la surveillance gouvernementale pour tous les aliments et les semences génétiquement modifiés : aucune exemption réglementaire ne doit être tolérée

Cher premier ministre,

Nous demandons au gouvernement d'exercer une surveillance sur tous les aliments et les semences génétiquement modifiés, incluant ceux qui sont issus de l'édition du génome. Tous les aliments et les semences génétiquement modifiés devraient faire l'objet d'une évaluation de leur innocuité par le gouvernement, et être obligatoirement déclarés au gouvernement.

Nous demandons également à la ministre de la Santé et à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de s'engager à ce que tous les organismes génétiquement modifiés utilisés en alimentation et en agriculture soient réglementés de façon transparente sur la base d'études scientifiques indépendantes.

Nous nous opposons à la vente d'aliments et de semences génétiquement modifiés non réglementés et non déclarés. Nous nous opposons également aux propositions de Santé Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), qui permettraient à plusieurs aliments et semences génétiquement modifiés de se retrouver sur le marché sans surveillance gouvernementale.

Les nouvelles orientations réglementaires proposées par Santé Canada et l'ACIA retireraient aux autorités gouvernementales la responsabilité d'évaluer l'innocuité de certains produits pour la confier à leurs concepteurs, sans aucune surveillance gouvernementale. Les entreprises seraient ainsi autorisées à introduire plusieurs nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM) sans études indépendantes, et sans examens scientifiques gouvernementaux. Les entreprises pourraient donc libérer ces OGM dans l'environnement et les commercialiser sans devoir en aviser le gouvernement, et sans divulguer à la population quelles semences sont génétiquement modifiées.

L'édition du génome peut significativement modifier le génome de plantes, en éliminant par exemple une certaine partie de leur matériel génétique, sans qu'il soit nécessaire d'y introduire de l'ADN étranger. L'édition du génome peut toutefois être imprécise, et même de petites modifications volontaires apportées à une séquence d'ADN peuvent avoir de lourdes conséquences. Il est donc nécessaire de déceler ces possibles effets involontaires, et d'évaluer leurs risques potentiels pour la santé et l'environnement. Les propositions visant à accorder une exemption réglementaire aux OGM issus de l'édition du génome qui ne contiennent pas d'ADN étranger sont inconséquentes, car elles négligent les importants enjeux de sécurité qui peuvent être associés au processus d'édition du génome.

Ces propositions d'orientation réglementaires engendreraient un grave manque de transparence quant au recours aux modifications génétiques en alimentation et en agriculture au Canada. En fait, même le gouvernement ne serait pas en mesure de savoir quels aliments et semences génétiquement modifiés se retrouveraient sur le marché.

Les Canadiens ne comptent sur Santé Canada et l'ACIA pour réglementer de manière indépendante les produits génétiquement modifiés afin d'assurer l'innocuité des aliments et l'intégrité de l'environnement. Conséquemment, ouvrir la porte aux évaluations et aux données scientifiques confidentielles provenant des entreprises, et exempter celles-ci de tout examen gouvernemental, risque de miner la confiance de la population envers le système alimentaire et la réglementation gouvernementale. Ces propositions, qui reviennent à autoriser les entreprises à réglementer elles-mêmes les aliments et les semences génétiquement modifiés qu'elles produisent, menacent l'innocuité des aliments, l'intégrité de notre environnement, et les modes de subsistance de nombreux agriculteurs canadiens.

Sincèrement,

Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies
L'Association canadienne des aliments de santé (CHFA)
L'Association pour le commerce biologique du Canada (COTA)
Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ)
Union Nationale des Fermiers
Organic Agriculture Protection Fund of SaskOrganics
Vigilance OGM

